

La poursuite par la victime

Section 1 – Les conditions de l'action civile

§1. L'action civile des personnes physiques

Pour pouvoir agir elle doit avoir subi un préjudice certain et actuel, né d'une infraction punissable art1al2. le préjudice subi par la victime doit être personnel et direct.

Personnel : les proches peuvent invoquer le préjudice subi par un proche et entraînant des blessures graves ou la mort. Il n'y a plus aucun obstacle tenant au caractère prétendument illicite du préjudice.

Ainsi la concubine, même adultère peut obtenir des DI pour la mort de son concubin.

La victime peut se porter partie civile devant les tribunaux répressifs, même lorsqu'elle ne peut pas obtenir des DI devant ces tribunaux. L'action est donc bien vindicatoire (elle veut faire reconnaître l'existence de l'infraction).

Lorsque le prévenu est en liquidation des biens, la victime ne peut obtenir des DI devant les tribunaux répressifs, mais elle peut tout de même porter l'action civile devant les tribunaux répressifs.

La jurisprudence admet la recevabilité de l'action de la victime qui ne veut pas réclamer de DI. La victime peut rester partie au procès pénale, même lorsqu'en cours de procès, des dommages intérêts lui sont volontairement offerts par le prévenu.

Cass Crim 7 décembre 2005 – actualité juridique pénale 2006 p 87 : victime constituée partie civile, déjà indemnisée dans une décision définitive. Mais un réexamen de l'action publique est engagé à la suite d'un arrêt de la CEDH devant une cour d'assise. La chambre criminelle a décidé que la victime est recevable à intervenir devant la cour d'assise, statuant au réexamen, pour soutenir l'action publique. Du coup elle peut demander la condamnation de l'auteur à lui payer les frais engagée par la victime dans cette nouvelle procédure. La chambre criminelle s'est appuyée sur l'article préliminaire du CPP (« l'autorité judiciaire veille à l'information et la garantie des droits des victimes au cours de toute la procédure pénale »)

§2. L'action civile des personnes morales

Il n'y a aucune difficulté quand les associations et syndicats se plaignent d'une atteinte à leurs intérêts matériels propres.

La difficulté survient lorsqu'un groupement veut défendre des idéaux ou des intérêts collectifs. Par exemple est-ce qu'une association « pour la défense de la démocratie et du suffrage universel » peut se plaindre d'une fraude électorale ? Il y a un risque de concurrence entre l'action de l'association et celle du ministère public et il est extrêmement difficile de déterminer si le préjudice invoqué est personnel et direct.

Le droit positif distingue deux catégories de groupements :

- Le législateur a considéré que certains groupements défendaient des intérêts particulièrement importants. Il leur a alors donné l'action civile pour défendre leurs intérêts. Les premiers groupements ayant obtenu cette action sont les syndicats professionnels qui peuvent agir en justice pour défendre les intérêts directs et même indirects de la profession.

Le législateur a aussi autorisé des associations. Des lois donnent l'action civile au cas par cas, ces lois sont insérées à la suite de l'article 2 (2-21 actuellement) Par exemple les associations contre le racisme, contre les crimes contre l'humanité et crimes de guerre, de lutte contre les violences sexuelles (mais seulement avec l'accord de la victime directe), associations de consommateurs, etc.

Mais même quand il s'agit de groupement bénéficiant d'un texte de loi la jurisprudence refuse parfois l'action civile au motif que le préjudice n'est réellement pas collectif et ne concerne pas les intérêts de l'association. Par exemple : agression d'un maton. Est-ce qu'un syndicat du personnel des prisons peut se porter civile ? La Cass. Crim a refusé l'action du syndicat. Autre exemple : Huissier tabassé lors d'une agression, chambre régionale des huissiers a voulu se porter partie civile mais le juge a refusé.

- Pour les groupements ne bénéficiant pas d'un texte de loi, la jurisprudence est restrictive, en général elle refuse l'action civile au motif que l'intérêt de l'association n'est pas distinct de celui de la société. En général ces groupements ont de grosses difficultés à défendre en justice leurs intérêts, sauf quand il s'agit d'un groupement défendant des intérêts considérés comme essentiels qui sont sur le point d'être reconnus comme tels par le législateur.

Section 2 – Les modalités d'exercice de l'action civile

§1. L'option de la victime

La victime d'une infraction peut demander réparation aussi bien devant les tribunaux répressifs que devant les tribunaux civils. Cela découle de l'art. 4 al.1 CPP « l'action civile peut aussi être exercée séparément de l'action publique ».

En général les victimes utilisent la voie pénale.

En effet la voie pénale est plus rapide, car les tribunaux civils doivent attendre le résultat du jugement pénal. En outre, au pénal, la victime profite des preuves apportées par le ministère public. A contrario, si la victime échoue, elle risque d'être condamnée pour dénonciation calomnieuse (mensonge) ou téméraire (action légère, imprudente). Et à partir du moment où une victime s'est constituée partie civile elle ne peut plus être entendue comme témoin. De plus une faute civile peut ne pas être pénale.

Mais quand une victime est sûre que son préjudice est une infraction elle privilégie de pénal.

L'option de la victime est irrévocable en vertu de l'art. 5 CPP (*electa una via..*) au moins dans un sens : Une victime ayant d'abord porté son action devant la juridiction civile ne peut plus la porter devant la juridiction pénale.

L'inverse est par contre possible, l'irrévocabilité ne fonctionne que dans un sens. Il existe une seule exception : quand la juridiction répressive a été saisie par le ministère public, la victime peut se désister du civil pour se joindre au pénal à l'action du ministère public. Encore faut-il que la juridiction civile n'ait pas statué au fond.

§2. l'exercice de l'action civile devant les tribunaux répressifs

L'action de la victime peut se faire par voie d'intervention ou par voie d'action.

Il y a voie d'intervention quand le ministère public a déjà engagé l'action publique.

Il y a voie d'action quand la victime déclenche elle même l'action publique, sans intervention du ministère public.

L'intervention de la victime

Si le ministère public a saisi un juge d'instruction par réquisitoire introductif (crime, et certaines délits) la victime peut intervenir à tout moment de l'instruction. Si la victime laisse passer l'instruction, ou s'il n'y a pas d'instruction, elle peut se porter partie civile devant la juridiction de jugement :

- Soit avant l'audience (par une déclaration aux greffes du tribunal ou par une LR AR ou une télécopie). En outre une demande de dommage-intérêts faite dès l'enquête de police peut valoir constitution de partie civile, avec l'accord du procureur toutefois.

- Soit pendant l'audience, jusqu'à la clôture des débats, par une déclaration aux greffes ou par le dépôt de conclusions devant le tribunal

La victime ne peut intervenir en appel.

L'action de la victime

S'il s'agit d'un crime, l'instruction étant obligatoire la victime ne peut saisir qu'un juge d'instruction. Elle va le faire par une plainte avec constitution de partie civile, symboliquement entre les mains du doyen des juges d'instruction. C'est l'équivalent pour la victime du réquisitoire introductif. C'est une lettre simple.

Le juge d'instruction transmettra la constitution de partie civile au procureur pour obtenir sa propre demande, c'est-à-dire les réquisitions du procureur, par une ordonnance de « *soit communiqué* ». Mais même si le procureur n'est pas d'accord la saisine du juge d'instruction est valable. Néanmoins la victime doit consigner les frais du procès, sauf si ses ressources sont telles qu'elle a droit à l'aide juridictionnelle ou si le juge d'instruction l'en dispense (au motif de ressources insuffisantes)

Si la victime a subi ce qu'elle considère comme un délit, elle a le choix entre la plainte avec constitution de partie civile et la citation directe au tribunal correctionnel. En matière de contraventions, la victime ne peut qu'utiliser la citation directe (de plus le ministère public peut – exceptionnellement – ouvrir une instruction, ce que ne peut pas faire la victime)

Quels sont les effets de cette constitution de partie civile ?

Les effets généraux :

A partir du moment où une victime est partie civile, elle est demandeur au procès pénal, elle donc droit à la signification de tous les actes importants de la procédure, elle a droit à demander au juge d'instruction de faire tel ou tel acte de recherche des preuves. En tant que partie, elle bénéficie des voies de recours, mais la victime ne peut utiliser les voies de recours que pour ses intérêts civils. Elle ne peut plus être entendue comme témoin, et elle risque la condamnation pour dénonciation calomnieuse (ou téméraire si action de la victime) ou aux frais du procès.

La personne nommément visée dans la constitution de partie civile bénéficie des droits de défense.

En outre, quand la victime agit par voie d'action, elle peut être condamnée pour dénonciation calomnieuse mais également pour dénonciation téméraire (en cas d'imprudence), la personne nommément ou aisément identifiable peut, directement devant le tribunal correctionnel, demander des dommages-intérêts si elle a bénéficiée d'un non lieu ou d'une relaxe.

§3 .L'exercice de l'action civile devant les tribunaux civils

La victime a le choix de ne pas agir au Pénal.

Cette action va être dans la dépendance du procès pénal à partir du moment où le procès civil n'est pas encore terminé au moment où le procès pénal est déclenché.

Le principe c'est l'autorité sur le civil de la chose jugée au pénal. Le juge civil ne pourra pas entrer en contradiction avec le juge pénal. Il y aura sursis au jugement de l'action civile en attendant la décision du pénal « le criminel tient le civil en l'état »

1) Le sursis au jugement de l'action civile

Cette obligation découle de l'art.4a12CPP Afin que ce sursis fonctionne, il y a un certains nombres de conditions.

Le procès pénal doit être mis en mouvement avant ou pendant l'exercice de l'action civile.

-Il doit y avoir identité de fait entre les deux actions, c'est de la même faute dont ce plein le MP et la victime.

Lorsque l'action civile a pour objet la réparation du dommage causé par l'infraction, il n'y a aucun problème.

-Le sursis joue chaque fois que la décision civile sur l'action publique est susceptible d'avoir une influence sur la décision civile.

-Cependant il n'y a pas obligatoirement identité des parties. Ce sursis a un caractère d'ordre public.

2) L'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil

C'est un principe jurisprudentiel qui a perdu une partie de sa portée avec la Loi du 10/07/2001.

Art 4-1CPP « L'absence de faute pénale non intentionnelle ne fait pas obstacle à l'exercice d'une action devant les juridictions civiles afin d'obtenir la réparation d'un dommage sur le fondement de l'art 1383C.civ »

Comme la faute pénale d'imprudence est plus restreinte que la faute civile d'imprudence, si le juge pénal relaxe et que néanmoins le juge civil accorde des DI, il n'y a aucune contradiction. Le juge pénal a plus de pouvoirs de rechercher des preuves que le juge civil.

Si une infraction a été condamnée au pénal, la victime de l'infraction ne peut pas se voir refuser l'allocation de DI pour absence de faute, s'il y a décision de dispense de peine également car il y a faute. Il peut y avoir partage de responsabilité civile s'il y a faute de la victime.

S'il y a décision d'acquiescement ou de relaxe, les DI ne peuvent pas être accordés pour une faute équivalente à la faute pénale, mais il peuvent être accordés sur un fondement distinct de la faute, ex : accident de la circulation.

A quoi ça sert de faire une action au pénal ou au civil si l'auteur n'est pas solvable ou n'est jamais retrouvé ?

En cas d'impossibilité d'obtenir réparation par l'auteur, les victimes sont indemnisées par un fond de garantie pour les victimes d'infraction pénale.

On peut la demander lorsqu'on est reconnu comme victime de l'infraction, que l'auteur soit insolvable ou introuvable, s'il y a préjudice sérieux c'est à dire corporelle, matérielle résultant de certaine infraction comme le vol et dégradation de bien.

Lorsque l'absence d'indemnisation pourrait mettre la victime dans une situation matérielle ou psychologique grave. La demande est faite par une commission qui siège auprès de chaque TGI. En cas de contribution au dommage de la victime, l'indemnisation peut être réduite.